

Des voix: Bravo!

Mlle Bégin: Je vous le demande, monsieur l'Orateur, est-ce que le député d'Halifax ou celui de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas), qui lui aussi est un ancien premier ministre provincial, ou le représentant de Northumberland-Durham (M. Lawrence), qui a déjà été membre d'un cabinet provincial, ou le député d'Egmont (M. MacDonald) croient vraiment ce qu'ils disent—dans ce cas-là ils n'auraient pas fait leur travail—ou est-ce qu'ils font preuve d'un dangereux esprit de parti? Je serais alors justifiée, au nom de mes électeurs, de les accuser pour le moins d'irrégularités?

M. Stanfield: Laissez de côté l'affaire des juges.

Mlle Bégin: Quel sens des responsabilités a donc une personne ayant des principes aussi élevés que l'honorable député de Kingston et les Îles (M^{me} MacDonald) qui a traité le gouvernement indien de «criminels et de fous», en parlant des négociations qui se tiennent actuellement sur la façon d'honorer nos engagements au titre de l'aide nucléaire? Dois-je en conclure qu'elle pouvait se permettre de pareils propos parce que ce débat du 8 mars avait lieu à 22 h 31 et qu'il n'y avait qu'une poignée de députés à la Chambre?

Mlle MacDonald: Quel rapport cela a-t-il?

Mlle Bégin: C'est deux poids, deux mesures, d'un bout à l'autre, voilà ce que je pense, monsieur l'Orateur. Plus j'écoute ce débat, plus je crois qu'il ne s'agit même pas de deux poids, deux mesures, mais que c'est peut-être bien que les députés d'en face ne connaissent pas les procédures de la Chambre.

Des voix: Bravo!

Mlle Bégin: Je suis tentée de dire—en retrouvant mes anciennes fonctions de professeur—que lorsque le ministre dépose un document à la Chambre, cela signifie que chaque député a le devoir, s'il a le sens des priorités, de s'en procurer un exemplaire et de se familiariser avec la politique canadienne qui s'y applique. Dans le cas qui nous intéresse, cette politique a été exposée à la Chambre le 30 janvier et non hier. Plusieurs accords bilatéraux ont été déposés, mais personne ne semble être seulement au courant de leur existence. Je sais pourquoi. Il est difficile de lire et cela prend du temps, mais permettez-moi de vous dire que cela vaut la peine si nous voulons agir en personnes responsables.

Est-il normal de parler de M. Kissinger et de ce qu'il a déclaré au comité du Congrès américain quand tous les députés—mais pas tous les Canadiens que nous sommes chargés de représenter—savent que les ministres du cabinet américain ne sont pas élus, qu'ils ne sont donc pas comptables aux électeurs comme nous le sommes et comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures l'est et le prouve chaque jour?

Des voix: Bravo!

Mlle Bégin: Encore une fois, est-il normal d'entendre tant parler de la proposition de M. Kissinger quand tous les députés savent que les garanties canadiennes sont incontestablement les plus sévères et les plus élevées du monde entier?

On présente des faits pseudo-scientifiques, car très peu d'entre nous sont scientifiques, il faut bien l'admettre et dire les choses telles qu'elles sont au moins une fois. Les députés relèvent ça et là ces faits pseudo-scientifiques et les exposent hors de tout contexte. Ils se cachent derrière cet écran de fumée et cherchent à effrayer les Canadiens

Prolifération des armes nucléaires

que nous sommes censés représenter et dont nous sommes responsables. C'est tout à fait inadmissible à mes yeux.

Des voix: Bravo!

Mlle Bégin: Il y a des Canadiens qui se préoccupent très sérieusement de la paix et de la sécurité du monde. Et peu importe la tribune où ils s'expriment ou la situation qu'ils occupent, leurs préoccupations sont reçues en très bonne part, car le gouvernement sait à quel point la grande majorité des Canadiens s'inquiète des dangers nucléaires de toutes sortes. Et la majorité des Canadiens sait à quel point notre premier ministre (M. Trudeau) est au courant de ces dangers...

Des voix: Oh, oh!

Mlle Bégin: ... mais avec lui, ils savent qu'ils n'ont rien à craindre, et ils le réalisent. Les Canadiens savent qu'il comprend les désirs des populations, canadiennes et étrangères, comme d'ailleurs le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il n'y a pas deux poids et deux mesures, car ce qui est bon pour le Canada, ce qui nous donne environ 25,000 emplois et un chiffre d'affaires annuel d'environ un milliard de dollars avec la construction des réacteurs CANDU, cette technologie doit également être bonne pour les autres, ces visages anonymes qui, en Asie ou ailleurs, doivent se satisfaire d'un revenu individuel inférieur à \$200 par année.

Les Canadiens savent que leur gouvernement fait preuve de bon sens, qu'il ne vend pas ou ne donne pas sa technologie nucléaire à des pays qui par exemple sont dotés de ressources hydrauliques suffisantes. Car ces ressources vont être utilisées pour produire de l'énergie hydro-électrique, et non pas de l'énergie nucléaire.

Des voix: Oh! oh!

Mlle Bégin: Étudiez vos dossiers, et nous parlerons ensuite. Je n'ai entendu en face que démagogie, mais pas un seul fait. Quand vous aurez compris les faits, nous pourrons parler de cas particuliers.

● (2130)

Les Canadiens savent que notre pays renferme d'immenses richesses naturelles et que nous avons la chance d'avoir pu faire des travaux de recherche et de mise au point dans chacune des industries énergétiques. Dans chacune, nous disposons de spécialistes pour répondre aux besoins des industries et des particuliers. Nous pouvons aider les autres pays, car nous disposons d'une vaste expérience. Notre position est donc unique en son genre et il en est de même de notre responsabilité. D'ailleurs, nous assumons l'une et l'autre pleinement.

[Français]

Monsieur l'Orateur, il est important...

M. Lavoie: Bravo!

Mlle Bégin: Merci. Il y aura au moins un Québécois de l'autre côté qui aura compris quelque chose!

Monsieur l'Orateur, il est important de se pencher sur une question qui touche la paix et la stabilité de la planète. Il est important de se pencher sur une question qui représente pour les Canadiens un programme industriel, domestique seulement, et je ne parle que du programme CANDU, qui pourrait atteindre aisément, disent les spécialistes, 5 milliards de dollars d'ici 1983. Si c'est cela que les Canadiens rejettent, il faut le dire sans ambages et franchise. Je ne l'ai pas encore entendu une seule fois de la journée.